

15 décembre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande,
Président de la République, sur l'Union
européenne et le conflit syrien et sur la dette
grecque, à Bruxelles le 15 décembre 2016.

Journaliste : Monsieur le Président, sur le conflit en Syrie et le drame d'Alep, quel sera votre message ? Quelles seront vos propositions pour le Conseil ?

LE PRESIDENT : D'abord, j'ai demandé que le maire d'Alep, qui est ici à Bruxelles, puisse être reçu au Conseil européen. Cela va être fait dans quelques minutes pour qu'il donne son témoignage, pour qu'il en appelle à la solidarité internationale car l'urgence aujourd'hui c'est de faire évacuer le plus possible la population qui ne peut plus supporter les bombardements et les massacres et qui veut, en toute sécurité, quitter la zone.

La deuxième priorité, c'est de pouvoir faire accéder l'aide alimentaire et les médicaments à Alep, pour la population qui voudrait rester.

Et enfin, c'est de protéger tous les établissements hospitaliers autour d'Alep pour qu'ils puissent accueillir des blessés. Et la condition de tout cela, c'est un cessez-le-feu et c'est ce que le Conseil européen doit exiger, un cessez-le-feu et l'évacuation des populations civiles. Et enfin, une négociation politique.

L'Europe doit faire entendre sa voix.

Journaliste : Est-ce que les 28 sont d'accord ?

LE PRESIDENT : Si les 28 n'étaient pas d'accord sur une question aussi essentielle qui est de sauver des populations civiles, d'en terminer avec une guerre qui dure déjà depuis plus de cinq ans et de dénoncer les massacres qui sont opérés à cause du régime syrien, à cause de ses soutiens, notamment russes et iraniens, alors à quoi cela servirait d'avoir l'Europe à 28 !

Donc l'Europe doit se retrouver sur cette position tout en ouvrant la voie à la négociation. C'est ce que la France a toujours demandé, toujours fait. Et bien sûr avec les Russes, avec les Iraniens, avec les Turcs, avec tous ceux qui ont vocation à être parties prenantes d'une solution.

Journaliste : Vous demandez un ultimatum humanitaire ?

LE PRESIDENT : Oui, l'ultimatum humanitaire c'est d'exiger que la population qui est aujourd'hui menacée, prise en otage, puisse sortir d'Alep et qu'un couloir humanitaire puisse être ouvert. Et dans les quelques heures qui viennent, si les efforts ne sont pas faits, je l'ai dit, les régimes qui soutiennent Bachar EL-ASSAD prendront la responsabilité de cette situation extrêmement grave pour les populations.

On ne peut pas laisser des femmes, des hommes, des enfants être soumis à des bombardements, enrôlés de force, menacés pour leur sécurité et traités d'une manière aussi indigne. Il y a un moment où il faut répondre de ses actes. On me dit « il faut parler à la Russie ». Je parle sans cesse à la Russie. La Russie prend des engagements qu'elle ne tient pas, alors maintenant il est temps qu'on arrive à cette trêve et à cette action humanitaire absolument nécessaire.

Journaliste : Sur la Grèce, êtes-vous solidaire de l'Allemagne qui a mis son veto à l'allègement de la dette ?

LE PRESIDENT : Je suis solidaire des décisions qui sont prises en Eurogroupe. L'Eurogroupe a décidé d'alléger la dette grecque -pas encore suffisamment- je soutiens les positions de l'Eurogroupe, et il ne peut pas être question de demander encore des efforts supplémentaires à la Grèce ou de l'empêcher de prendre un certain nombre de décisions souveraines qui respectent les engagements qui avaient été pris, ici-même à Bruxelles, pour trouver une solution pour l'avenir de la Grèce.

Je suis pour que la Grèce soit traitée dignement, reste dans la zone euro, et qu'on parvienne enfin au règlement de la dette grecque parce que c'est la condition, pour la Grèce et pour l'Europe, de la stabilité. Merci.